

CONGRÈS · DEBOUT LA FRANCE

# **DISCOURS DE RENTRÉE DE NICOLAS DUPONT-AIGNAN**

YERRES, SAMEDI 20 SEPTEMBRE 2025

*Seul le prononcé fait foi.*

Mes chers compagnons, camarades, amis.

La France a rendez-vous avec l'HISTOIRE.

C'est MAINTENANT OU JAMAIS!

Ne comptez pas sur moi ici pour mettre un pied dans le marécage politique qui, avec Lecornu, après Barnier et Bayrou, passionne tant les médias et écoëure tant les Français.

Ce feuilleton dérisoire où tous ceux qui ont gouverné à tour de rôle depuis 40 ans se déchirent pour monter une dernière fois sur le radeau de la Méduse.

Nos compatriotes ont déjà compris l'escroquerie politique de ce théâtre de marionnettes dont Emmanuel Macron tire encore les fils pour dissimuler l'agonie de son mandat.

Le dégoût et la résignation de bon nombre de Français se comprennent. Mais en les détournant de la politique, et en empêchant tout sursaut, ce défaitisme est le poison de notre Nation.

J'ai connu cela il y a bien longtemps déjà, à une autre échelle, celle de notre ville, quand je m'y suis installé avec ma famille.

Les promoteurs bétonnaient les plus beaux espaces naturels, l'insécurité explosait et les Yerrois vendaient leur maison avec une décote de 30 %. Plus personne n'y croyait.

J'ai alors posé une seule question à mes concitoyens :

« Que fait-on ? On se contente de se plaindre, de dire que c'était mieux avant, ou on se retrousse les manches pour tout changer ? »

Aujourd'hui, 30 ans après notre première élection, pas besoin de beaux discours, ou de grands communicants, les faits et les chiffres parlent d'eux-mêmes :

- l'une des dix villes les plus sûres de France ;
- une dette divisée par 2, quand celle de la France a été multipliée par plus de 4 ;
- des services publics à la pointe avec, par exemple, un des meilleurs taux de places de crèches ;
- les maisons qui s'arrachent dans un environnement protégé comme rarement en Île-de-France ;

Et surtout notre plus belle fierté : la plupart de nos concitoyens ont fait le choix de venir vivre ici. Dès lors, chacun veille à la protection du bien commun. L'air est plus léger, car l'esprit civique l'emporte sur le « chacun pour soi » qui mine les fondations de notre pays.

Cela ne relève pas du miracle. Il s'agit d'une œuvre collective prouvant que jamais rien n'est perdu si l'on garde la volonté de dire NON et le courage de porter une ALTERNATIVE.

Ce que nous avons fait à Yerres, nous le ferons pour la France.

Je ne me laisserai jamais emporter par cette vague de nihilisme et de doute qui submerge notre peuple.

Prenons exemple sur nos glorieux aînés qui, quand tout semblait perdu, ont eu le courage et la foi de combattre pour leur Nation et leurs valeurs.

Aussi, il me revient aujourd'hui, avec vous, d'appeler nos compatriotes à ne plus se décourager et, tout au contraire, avec nous, à ESPÉRER et à se RELEVER.

Oui, jamais la dénomination de notre mouvement n'a été aussi appropriée aux circonstances.

DEBOUT LA FRANCE !!!

Mais aucune incantation, aussi légitime soit-elle, ne pourra réveiller nos compatriotes si nous ne répondons pas avec sincérité, cohérence et vérité aux deux questions fondamentales qui les taraudent.

Comment se débarrasser, avant qu'il ne soit trop tard, avant le naufrage, de cette oligarchie qui, Macron en tête, brade la France et nous fait honte ?

Comment ensuite, sans fausses promesses, avec honnêteté, constance et efficacité, sauver la France qu'on aime ?  
Je vous dois une réponse franche à ces deux questions cruciales !

\*\*\*

Nous ne pouvons plus attendre. Déjà depuis la dissolution, les « petites soupes sur les petits feux » du régime des partis ont fait perdre une année à la France.

La gravité de la crise financière, économique, sociale, sécuritaire, migratoire et internationale impose de mettre fin au mandat d'Emmanuel Macron et d'anticiper l'élection présidentielle afin de permettre au peuple français de choisir souverainement son destin.

Il ne sert à rien de sauter comme un cabri sur sa chaise en répétant « dissolution, dissolution, dissolution », et ce pour deux raisons évidentes :

- d'une part, la décision revient au président de la République,
- d'autre part, il reste probable qu'aucun des trois blocs, en l'absence d'une dynamique présidentielle, ne puisse disposer d'une vraie majorité.

Il n'est pas davantage utile de répéter en boucle « démission, démission, démission », quand on sait qu'Emmanuel Macron n'aura jamais la dignité du général de Gaulle, quittant le pouvoir en 1969 à la suite de son référendum perdu.

Curieuse opposition patriote qui brandit des armes dont elle ne dispose pas et se refuse en même temps à utiliser la seule qui est entre ses mains au Parlement : la destitution prévue par l'article 68.

Voilà pourquoi, jeudi, j'ai appelé solennellement les députés et les sénateurs à se libérer des chaînes partisans pour, en conscience, en tant que représentants de la seule Nation, lancer et voter la destitution de celui qui a violé les articles 3, 5, 35 et 53 de notre Constitution.

OUI, JE PERSISTE ET JE SIGNE : LA DESTITUTION :

- En endettant la France de plus de 1000 milliards d'euros depuis son élection.
- En bradant plus de 1600 de nos fleurons industriels à des intérêts étrangers.
- En fermant des chaînes de télévision, en organisant la censure des réseaux sociaux et en multipliant les atteintes aux libertés individuelles pendant la crise Covid...
- En refusant de prendre acte des résultats des élections législatives du 7 juillet 2024 et en restant sourd à deux censures pour imposer un troisième Premier ministre ultra-minoritaire, porteur d'une politique massivement rejetée par les Français...
- En laissant Ursula von der Leyen signer les accords du Mercosur et de la soumission commerciale aux États-Unis.
- En acceptant des transferts de souveraineté en faveur de l'Union européenne contraires aux traités signés par la France, comme dans le domaine de la défense et de la santé...
- En partageant de fait, par des déclarations publiques répétées, la force de dissuasion nucléaire nationale avec des puissances étrangères et en engageant, sans vote du Parlement, des moyens militaires en Ukraine.

Emmanuel Macron répond aux conditions prévues à l'article 68 pour procéder à sa destitution : « Le Président de la République ne peut être destitué qu'en cas de manquement à ses devoirs manifestement incompatibles avec l'exercice de son mandat. »

J'entends d'ici l'accusation de chaos institutionnel et d'affaiblissement de la fonction présidentielle.

Mais le chaos, c'est maintenant !

L'esprit gaullien de la 5<sup>e</sup> République oblige justement à relégitimer le pouvoir par le peuple.

Curieuse conception de la démocratie de nos dirigeants qui détestent l'idée que le peuple puisse dénouer, par son arbitrage, une crise politique grave.

Ce sont les mêmes qui ont combattu le général de Gaulle lorsqu'il institua par référendum, en 1962, l'élection du président au suffrage universel !

Ce sont les mêmes qui, en ratifiant en Congrès à Versailles en 2008 le traité de Lisbonne, ont bafoué le « Non » du référendum de 2005 sur le projet de Constitution européenne.

Ce sont les mêmes qui ont multiplié les conventions citoyennes « bidon » pour surtout éviter de renouer avec la pratique référendaire.

Ce sont les mêmes qui, soi-disant « sages » au sein du Conseil constitutionnel, après avoir mis la France dans le mur lorsqu'ils gouvernaient, s'arc-boutent contre tout référendum sur l'immigration.

Face au refus obstiné, maladif, malsain d'Emmanuel Macron de prendre acte du désaveu populaire issu de la dissolution, la seule solution pour éviter le pourrissement et les troubles de la rue est de procéder à une nouvelle élection présidentielle.

Le juge de paix, c'est le peuple.

Alors oui, chaque Français doit clairement mettre son député ou son sénateur devant sa responsabilité historique, en lui demandant de voter la destitution :

- Qui servez-vous ? Votre parti ou votre pays.
- Qui protégez-vous ? Un président qui a failli ou un peuple en souffrance.
- Que choisissez-vous ? La confusion des pouvoirs ou la démocratie.

Enfin, à ceux qui doutent de notre capacité à rassembler les deux tiers des votes dans les deux chambres, je veux rappeler que jamais l'Histoire n'est écrite d'avance.

Ce qui paraît souvent impossible un jour devient possible le lendemain.

Les Français méprisés pendant tant d'années n'arrivent plus à joindre les deux bouts et sont bafoués dans leur dignité de peuple libre. Fidèles à leur histoire, ils grondent à nouveau.

À nous de leur offrir une issue DEMOCRATIQUE plutôt que la violence de la rue.

À nous de leur faire partager une nouvelle ESPERANCE sans laquelle rien de grand ni de fort ne peut se construire.

À nous de leur proposer un projet NATIONAL enthousiasmant, capable de les réconcilier pour échapper aux sirènes des communautarismes.

À nous de leur apporter des réponses précises, honnêtes, justes à leur question existentielle : COMMENT SAUVER LA FRANCE ?

Votre table ronde de cet après-midi a montré qu'ici, à Debout la France, nous ne manquons ni de talents ni d'idées claires pour redresser le pays.

Un point commun à vous tous : LE BON SENS.

Ce bon sens, qui nous a permis de sauver notre ville.

Ce bon sens, qui en 1958 a inspiré le général de Gaulle pour réussir le redressement du pays.

Ce bon sens, qui préside aux décisions de nombreuses Nations qui, sur tous les continents, progressent et réussissent, quand la France sombre.

\*\*\*

Alors oui : je vous propose LA RÉVOLUTION DU BON SENS.

Une RÉVOLUTION tant il faut bousculer les habitudes, les conformismes, les paresseuses, les conflits d'intérêts, voire les pactes de corruption qui gangrènent la France.

Une RÉVOLUTION pour abattre les féodalités intérieures et les puissances extérieures qui, comme dans toutes les périodes sombres de notre Histoire millénaire, ont mis la main basse sur l'État pour pouvoir piller sans vergogne nos richesses.

Du BON SENS, tant il faut revenir à un certain ordre des choses, sans lequel il ne peut y avoir de société sûre, harmonieuse ni prospère.

Le BON SENS, c'est celui du père et de la mère de famille qui veillent sur leur enfant, prunelle de leurs yeux.

Soyons très concrets : il importe d'abord de rétablir L'ORDRE et vite.

- Comment garantir à nos compatriotes la sécurité si l'on ne construit pas les 40 000 places de prisons qui manquent pour enfermer les multirécidivistes aujourd'hui en liberté ?
- Pourquoi ne pas imiter la plupart des pays du monde qui expulsent systématiquement leurs délinquants étrangers ?
- Enfin, toujours du bon sens, sachons, comme aux Pays-Bas, punir dès le premier délit le délinquant, doubler la peine à chaque récidive, et être impitoyables avec les agresseurs de policiers et de gendarmes.

Au Salvador, Nayib Bukele a mis au pas les pires mafias du monde et nous ne serions même pas capables de nous faire respecter par quelques milliers de petits voyous qui terrorisent tout un pays ?

Croyez-moi ! Il est tout à fait possible de rétablir la paix civile, si on a le courage de s'en donner les moyens.

Le même bon sens inspire notre projet d'assimilation républicaine qui passe par l'arrêt IMMÉDIAT de toute immigration supplémentaire. Osons :

- l'armée à nos frontières pour envoyer un signal clair aux passeurs du monde entier,
- la suppression de toute aide sociale avant 5 ans de présence régulière et de travail sur notre sol,
- la rétention systématique des demandeurs d'asile le temps d'examiner leur dossier, le rétablissement du délit de séjour irrégulier,
- la suppression des transferts d'argent vers les pays qui refusent de reprendre leurs clandestins,
- la fin du droit du sol et du regroupement familial élargi.

Mais pour reconstruire l'État régalien, faut-il encore en avoir les moyens financiers et être capable, comme dans une famille, une commune ou une PME, de mettre bon ordre dans nos finances. Cela passe, encore du bon sens, par la baisse de nos dépenses et l'augmentation de nos recettes.

Posons-nous des questions simples.

- Trouvez-vous normal qu'un salarié qui travaille au SMIC vive moins bien que celui qui reste chez lui et bénéficie des aides sociales ?
- Comment accepter qu'un étranger qui n'a jamais cotisé un centime à nos caisses de retraites perçoive, 10 ans après son arrivée sur notre sol, à la faveur d'un regroupement familial, une pension de retraite égale à celle d'un smicard qui a travaillé et cotisé 40 ans ?

Est-ce digne de nous expliquer ensuite qu'il n'y a plus d'argent pour aider nos compatriotes en vraie souffrance sociale ? Je pense notamment aux personnes en situation de handicap qui, dans notre pays, au XXI<sup>e</sup> siècle, OUI, vivent en dessous du seuil de pauvreté !

Alors oui, comme je l'ai proposé 1 000 fois, nous devons RÉCOMPENSER LE TRAVAIL. ET C'EST POSSIBLE !

Augmentons le salaire net des salariés et des indépendants en réduisant les cotisations salariales qui financent les 20 milliards gaspillés en fausses cartes vitales ou en retraites payées à des morts à l'étranger. En un mot, rapprochons le salaire « net » du « brut », pour offrir un 13<sup>e</sup> mois à tous.

Dans le même esprit de justice, supprimons tout versement financier à l'Union européenne ou à l'Ukraine.

Imaginez la folie de nos dirigeants qui préfèrent engager 40 milliards d'euros dans ce conflit sans fin, et 16 milliards d'euros nets par an pour nourrir la bureaucratie bruxelloise, et qui ensuite viennent faire les poches de nos retraités pour soi-disant économiser 44 milliards.

Contrairement à ce qu'ils veulent nous faire croire, on peut supprimer des dizaines de milliards d'euros de gaspillages, sans faire souffrir davantage nos compatriotes. Comme je l'ai démontré dans « Où va le pognon ? ».

LE BON SENS aussi, c'est d'augmenter nos recettes en DOPANT LA PRODUCTION FRANÇAISE.

N'oublions jamais que la crise de la dette s'explique davantage par notre panne d'investissement et de croissance, c'est-à-dire par la faiblesse de nos recettes, que par un excès de dépenses.

Les sommes consacrées à nos retraites ou à notre santé ne sont pas plus élevées que chez nos voisins européens. En revanche, notre richesse par habitant est inférieure à la leur, en raison de la saignée de 2 millions d'emplois industriels.

Je me bats depuis 20 ans, vous le savez, pour relocaliser sur notre sol les emplois et les richesses qui aujourd'hui nous font défaut.

Trouvez-vous normal d'accorder des baisses de charges ou des diminutions d'impôts aux entreprises pour des montants colossaux (200 milliards d'euros) sans différencier celles qui investissent en France de celles qui n'ont cessé de délocaliser à l'étranger ?

Alors, oui, la logique doit nous conduire, comme le fait Trump aux États-Unis, à récompenser par des bonus fiscaux les sociétés qui relocalisent, investissent, innovent, en un mot créent de la richesse dans nos communes de métropole comme d'outre-mer.

Osons aussi imposer des droits de douane sur certaines importations comme la fast-fashion, les panneaux solaires ou les voitures électriques pour protéger notre industrie et notre commerce.

Tous les pays qui réussissent dans la mondialisation manient avec dextérité, comme les « dragons » asiatiques, incitations fiscales et protectionnisme sélectif. Alors, pourquoi pas nous ?

Il va de soi que cette nouvelle politique économique doit s'accompagner d'un immense effort d'investissement dans les technologies d'avenir, dans la science comme l'intelligence artificielle, en mobilisant le record français d'épargne. Là aussi, notre pays a tous les atouts pour réussir s'il ne reste pas prisonnier de schémas mentaux totalement dépassés.

Mais ce sursaut industriel et économique ne pourra réussir que si notre jeunesse est préparée à relever les défis du 21<sup>e</sup> siècle.

Or aujourd'hui, nous le savons tous, ce n'est absolument pas le cas.

La plupart des parents s'en inquiètent. Voilà pourquoi, après avoir rétabli l'ordre dans le pays, relancé la machine économique, il nous faut reconstruire, avec tout simplement un peu de bon sens, l'école de la République.

- Demander le silence dans une classe.
- Respecter le professeur.
- Exclure les élèves violents.
- Apprendre à lire et à compter au primaire.
- Faire une dictée chaque jour.
- Imposer l'uniforme.
- Récompenser les élèves méritants.
- Rétablir les notes et le baccalauréat.
- Récompenser les enseignants investis.

Pourquoi ne pas appliquer en France ce qui fonctionne partout ?

Enfin, je ne peux conclure cette énumération de décisions courageuses sans aborder le domaine de la santé.

Quelle régression en moins de 20 ans !

Une honte pour la France qui voit, par exemple, la mortalité infantile bondir.

Là aussi, il faut du bon sens, et une vraie révolution tant les intérêts financiers de Big Pharma l'ont emporté sur l'intérêt général.

Alors oui, à l'image de Robert Kennedy Jr. aux États-Unis, je donnerai un grand coup de pied dans la fourmilière des conflits d'intérêts.

- Rétablir l'évaluation scientifique des médicaments et des vaccins, notamment à ARN, l'un des plus grands scandales du siècle,
- Passer d'une politique du soin à une vraie prévention par l'alimentation et le mode de vie,
- Faire le ménage dans le fonctionnement de la sécurité sociale et des mutuelles,
- Alléger la paperasserie sous laquelle croulent nos médecins et nos hôpitaux,
- Former des médecins en France, plutôt que d'en « importer » de l'étranger,
- Rouvrir les maternités et les hôpitaux de proximité.

Je pourrais multiplier dans d'autres domaines l'énumération de décisions à prendre pour remettre l'église au milieu du village si vous me permettez cette image si provocatrice pour les chaînes du service public !!!

Mais je connais d'avance la question que vous vous posez tous, tant je me la suis moi-même posée :  
Pourquoi ce qui paraît si évident n'a-t-il pas été fait ?

Pire, pourquoi, malgré leurs bonnes paroles, les gouvernements successifs ont-ils obéi à une forme de fatalité qui a laissé se déclasser notre économie, notre justice, notre école, notre hôpital ?

Combien de fois ai-je entendu nos ministres me répondre avec lassitude : « Si tu crois que c'est facile » !

La raison est simple, toute simple : ils ont abandonné la SOUVERAINETÉ, le POUVOIR, pour n'en conserver que l'apparence. Tels des hamsters dans leur roue, ils pédalent sans avoir jamais prise sur la réalité.

Voilà pourquoi, avec la plupart d'entre vous en 2007, j'ai refusé de faire semblant, j'ai quitté l'UMP et fondé DEBOUT LA FRANCE !

Voilà pourquoi aujourd'hui, je refuse tout autant de servir d'alibi aux faux patriotes qui, pour gagner le pouvoir, renoncent à se libérer de l'Union européenne et de l'OTAN, se condamnant, comme les autres, à faire semblant de gouverner.

Ne comptez pas sur moi pour tromper les Français !

Voilà pourquoi, si l'on veut mettre en œuvre la plupart des solutions de bon sens que je vous ai énumérées avec passion, il faut sortir de la cage, c'est-à-dire renouer avec la DÉMOCRATIE et reconquérir notre INDÉPENDANCE.

C'est l'esprit de ma candidature à l'élection présidentielle. Le 8 mars dernier, je vous ai expliqué comment nous allons rendre le pouvoir aux Français et l'indépendance à la France ! Les deux faces d'une même médaille : la SOUVERAINETÉ POPULAIRE !

Alors nous pourrions résoudre les problèmes des Français, redonner un sens à notre belle devise : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ et rendre à nos compatriotes la fierté de leur pays.

Projetez-vous un instant dans le futur, fermez les yeux et imaginez comment nous allons RÉINVENTER NOTRE DÉMOCRATIE.

Par référendum, les Français adopteront une nouvelle constitution reprenant le meilleur de la 5<sup>e</sup> et allant, comme le souhaitait à la fin de sa vie le général de Gaulle, vers une démocratie directe à la Suisse.

Il n'y aura pas de redressement sans la confiance retrouvée des Français en des dirigeants intègres et exemplaires. Mais cette confiance ne reviendra que progressivement et lentement à mesure de l'appropriation par nos compatriotes des nouveaux outils démocratiques, mais aussi du renouvellement moral du personnel politique.

Le RIC constituant révolutionnera la vie politique, mettant sous tension ceux qui usent et abusent de leurs pouvoirs, comme ces faux « sages » du Conseil constitutionnel.

Le RIC simple, déclenché au niveau national à partir d'un seuil d'1 million de signatures, bouleversera la vie politique en ôtant aux partis et au Parlement le monopole de l'initiative législative.

Au niveau local, le RIC obligera les élus à respecter tout au long de leur mandat leurs concitoyens.

La suppression des régions et le retour au couple commune/département redonneront vie aux 35 000 collectivités et confiance aux maires ruraux aujourd'hui totalement découragés par des intercommunalités tentaculaires et bureaucratiques.

Enfin, aucun transfert de souveraineté ne pourra dorénavant être adopté sans référendum.

Cette nouvelle DÉMOCRATIE DIRECTE permettra surtout de débloquent le pays en balayant les minorités agissantes et les puissances d'argent qui ont pris en otage nos dirigeants.

Imaginez la réaction du Syndicat de la magistrature à une réforme du Code pénal durcissant les peines de prison adoptée par référendum à plus de 85 % des voix ?

Ou encore la consternation des officines pédagogistes du ministère de l'Éducation nationale quand 70 % des Français adopteront notre plan de bon sens pour remettre au travail les 12 millions d'élèves !

Comment des syndicats ultraminoritaires et sectaires feront-ils grève contre le peuple ? Et avec quelle légitimité ? Et que pourra dire France Inter ?

L'usage du référendum permettra aussi de dompter les intérêts qui ont investi et parfois corrompu l'appareil d'État par le jeu des cabinets d'études (souvenez-vous du scandale McKinsey) et des pantouflages.

Quand le peuple sera appelé à voter sur les concessions autoroutières privées, l'organisation de la santé publique ou le déploiement des éoliennes, alors, croyez-moi, la transparence bouleversera bien des situations acquises et nous économiserons beaucoup d'argent.

N'oublions jamais combien, en Suisse, la fréquence des votations explique leur gestion exemplaire.

Malheureusement, cette démocratie directe est incompatible avec les traités européens qui ont transféré des pans principaux de notre souveraineté à une Union européenne structurellement antidémocratique.

Je ne résiste pas à l'envie de vous citer cette phrase prophétique du général de Gaulle, reprise par Alain Peyrefitte :  
« La Commission européenne vous attend comme une araignée dans sa toile. Des sommes colossales vont s'accumuler et, à qui vont-elles être confiées ? À des individus nommés par les gouvernements, mais qui prêtent serment de ne pas recevoir d'instructions de leur part et, par conséquent, ne sont responsables devant personne. On va ainsi créer un pouvoir totalement arbitraire et technocratique disposant de ressources financières considérables. Avant de construire une institution, qu'elle soit nationale ou non, il faut d'abord déterminer qui sera responsable de quoi et devant qui. »

À l'exception sans doute de notre organisation scolaire qui demeure une compétence nationale, pour reconstruire notre État régalien, bloquer la submersion migratoire, doper notre économie, rebâtir nos services publics, il est vital de reprendre notre LIBERTÉ, notre INDÉPENDANCE.

J'ai longtemps cru que nous pourrions de l'intérieur peser pour reprendre le contrôle de cette Union européenne, desserrer l'étau et bâtir une vraie Europe des coopérations à la carte entre Nations souveraines.

C'est pourquoi depuis 1998 j'ai fait preuve de cohérence en votant CONTRE tous les traités européens qui ont enchaîné la France.

Ce qui aurait pu être possible au lendemain de la victoire du NON au référendum constitutionnel, si Nicolas Sarkozy avait eu le courage de taper du poing sur la table, ne l'est plus aujourd'hui.

Ayons l'honnêteté de le reconnaître : la pieuvre communautaire avec ses tentacules nous étouffe, nous étrangle.

LE CHOIX EST DÉSORMAIS SIMPLE, MOURIR À PETIT FEU, OU S'EN ALLER.

J'ai beaucoup réfléchi, depuis des mois, au meilleur moyen d'organiser et de réussir ce départ, cette LIBÉRATION NATIONALE.

Ce n'est pas en répétant « Frexit, Frexit, Frexit », en miroir des européistes béats, qui pendant 30 ans ont martelé « Europe, Europe, Europe » que nous arriverons à convaincre les Français de franchir un tel pas.

C'est tout au contraire en prévoyant un chemin bien balisé permettant de retrouver notre pleine souveraineté, tout en préparant de nouvelles coopérations à la carte avec nos voisins volontaires.

Je vous propose aujourd'hui ce chemin en 3 étapes pour placer nos partenaires européens devant leurs responsabilités.

Tout d'abord, avec le geste fort d'un moratoire de 6 mois pour leur indiquer que la France ne joue plus, que la France ne se couche plus, que la France a décidé de reprendre son destin en main.

- Je déploierai l'armée à nos frontières pour contrôler les migrations et m'attaquer aux narcotrafiquants.
- Je cesserai tout versement financier à l'Union.
- Je sortirai unilatéralement du marché européen de l'électricité comme l'Espagne et le Portugal.
- Je n'obéirai plus aux oukases de la Commission, notamment en matière de politique industrielle et commerciale.
- Enfin, je reprendrai notre totale liberté en politique étrangère et de défense, qui ne sont pas des compétences communautaires.

Ensuite, le gouvernement proposera à nos 26 partenaires une renégociation complète des traités pour DISSOUDRE L'UNION EUROPÉENNE et la remplacer par une organisation intergouvernementale légère préservant un marché commun et organisant des coopérations à la carte entre pays souverains.

Ce traité avait déjà fait l'objet d'une rédaction par Debout la France avec nos partenaires danois en 2006 au lendemain du « non » hollandais et français au projet de constitution.

Cette démarche rassemblera, j'en suis convaincu, plusieurs pays membres qui partagent notre conception gaullienne d'une Europe des Nations libres et des coopérations à géométrie variable.

Elle permettra la dissolution définitive de cette broyeuse supranationale, évitant à terme qu'un nouveau gouvernement français puisse être tenté de rejoindre une Union européenne restant, en cas de Frexit seul, un colosse malveillant à nos côtés.

Le Brexit n'a, en effet, pas empêché le gouvernement Starmer de se rapprocher de la Commission européenne.

L'autre mérite de ma démarche sera de rassurer nos compatriotes sur notre sérieux et notre volonté de travailler avec les autres Nations.

En un mot pour résumer par une image : nous quitterons l'immeuble en copropriété pour emménager dans un lotissement de maisons individuelles avec pour chaque pays son terrain, ses frontières, ses lois et son budget, tout en entretenant ensemble un minimum d'infrastructures communes.

À ceux qui doutent de la capacité d'entraînement de notre pays, je rappellerai que dans toute notre Histoire nous avons inspiré les Nations d'Europe. Sous la monarchie mais aussi en 1789, en 1848, en 1860 en Italie, enfin en 1945.

Au moment où tant de peuples ne supportent plus l'Union européenne, la mission de la France est de réinventer une Europe intergouvernementale de nations souveraines qui pourra plus tard s'élargir même à la Russie.

C'est notre intérêt géopolitique autant que notre devoir comme puissance continentale.

Bien sûr, on m'objectera que ce scénario d'une dissolution de l'Union, d'un départ suivi d'une reconstruction collective est incertain. Et qu'il serait prudent de prévoir le Frexit.

C'est l'évidence, étant l'issue de secours ultime.

La sortie solitaire restera une hypothèse en cas d'échec des négociations. Ce sera d'ailleurs un élément fort de pression sur nos partenaires qui hésiteraient à franchir le pas avec nous.

Enfin, troisième étape, le nouveau traité de coopération organisant ce départ collectif, ou la décision de quitter seul l'Union européenne feront l'objet d'un référendum dont le résultat sera bien sûr respecté.

Reprendre notre indépendance ne signifie pas seulement échapper au carcan de plus en plus totalitaire de l'Union européenne, mais aussi sortir du commandement militaire intégré de l'OTAN pour pouvoir à nouveau mener une politique étrangère NON ALIGNÉE.

La France, dotée du deuxième espace maritime au monde, doit porter le DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES.

C'est dans cet esprit qu'elle doit retrouver sa neutralité dans le conflit entre la Russie et l'Ukraine et devenir, sur la base du plan de paix que j'avais proposé le 7 mars 2022, le réconciliateur de ces deux pays qui ONT VECU ensemble pendant des siècles.

De même, il est vital de clarifier notre position au Moyen-Orient en incarnant la seule voie possible : celle du cessez-le-feu et de la solution à deux États.

Mais, pour retrouver L'ESTIME et le RESPECT de la communauté internationale, IL FAUT encore PENSER LE MONDE du XXI<sup>e</sup> siècle.

Un monde multipolaire, imaginé d'ailleurs en pleine guerre froide par le général de Gaulle, qui doit relever des défis colossaux de développement, d'harmonie sociale et environnementale, de paix entre les peuples.

Seule une France en bon état, aux comptes solides, en harmonie AVEC ELLE-MÊME, fière de ses valeurs, pourra alors, comme elle l'a toujours fait dans son HISTOIRE, apporter sa voix à la marche de l'HUMANITE.

Mes chers amis, plus que jamais, la France a besoin de vous.

A l'image de Philippe de Villiers qui nous a adressé ce message d'espérance, nous sommes des résistants. Nous avons rendez-vous avec l'HISTOIRE pour sauver notre pays. Notre responsabilité est immense : DEBOUT LA FRANCE !

**Nicolas DUPONT-AIGNAN**

*Président de Debout la France*

*Candidat à l'élection présidentielle de 2027*